



Révéle: Le bilan des votes pro-Israël du Canada à l'ONU est en contradiction avec ses propres valeurs et intérêts, selon les responsables du AMC

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 07 septembre 2022

Communiqué

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, 7 septembre 2022 — Les fonctionnaires de carrière des Affaires mondiales du Canada admettent que le bilan de vote du Canada, farouchement pro-Israël, aux Nations unies, contredit ses propres valeurs et intérêts et nuit à sa réputation internationale, [selon des documents](#) publiés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et obtenus par Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO). Les documents publiés couvrent la période précédant la décision du Canada, en 2019, de reprendre son soutien à l'autodétermination palestinienne à l'ONU, et révèlent comment les fonctionnaires canadiens considèrent de façon critique le dossier de vote du Canada. CJPMO exhorte le gouvernement canadien à profiter de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU pour réorienter son approche et commencer à soutenir les résolutions qui visent à faire respecter les droits humains des Palestiniens.

[Cliquez ici pour le rapport complet](#)

« L'opposition automatique du Canada à tout ce qui est peu flatteur pour Israël à l'ONU a fait du Canada un embarras – tant sur la scène mondiale qu'au sein de sa propre fonction publique », a déclaré Thomas Woodley, président de CJPMO. « Nous soutenons depuis des années que les votes du Canada contre les droits des Palestiniens sont incompatibles avec les propres politiques officielles du Canada, et les documents publiés montrent que les fonctionnaires canadiens sont en fait d'accord avec cette analyse », a ajouté M. Woodley.

Les documents publiés comprennent un mémo de fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada qui recommande que le Canada mette fin à son approche uniformément pro-Israël à l'ONU. Dans ce mémo, les fonctionnaires admettent que le Canada a voté contre les résolutions de l'ONU sur les droits des Palestiniens « sans considérer les mérites spécifiques de chaque résolution » et « malgré leur alignement avec les valeurs, les intérêts et les positions standard du Canada ». Le mémo identifie plusieurs votes au sujet de Jérusalem, les colonies israéliennes et les réfugiés palestiniens, qui changeraient probablement si le Canada adoptait une « approche basée sur le mérite » plutôt que de s'opposer automatiquement à de telles motions en bloc.

Les responsables décrivent également le bilan des votes pro-Israël du Canada comme un handicap pour sa réputation internationale, notant qu'il « nous a distingués des pays de même sensibilité » et attire les critiques des États membres de l'ONU. Les représentants du Canada à l'ONU à New York, ainsi que les fonctionnaires travaillant sur les questions du

Conseil de sécurité de l'ONU, avaient fait pression pour que le Canada adopte une « approche fondée sur le mérite » pour les résolutions sur cette question, ce qui aurait entraîné un plus grand nombre de votes en faveur des Palestiniens. CJPMO note que cette pression s'est exercée pendant la campagne du Canada pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui prouve que les résultats de son vote sur les questions palestiniennes ont contribué à l'échec de sa candidature.

Il y a 10 à 16 résolutions permanentes sur les droits de l'homme des Palestiniens qui sont examinées par l'Assemblée générale de l'ONU chaque année. Bien qu'au début des années 2000, le Canada ait voté en faveur de la quasi-totalité d'entre elles, cette approche a radicalement changé sous le Premier ministre Stephen Harper qui, en 2011, a commencé à voter contre presque toutes ces résolutions dans leur ensemble. En 2019, Trudeau a fait un petit changement en reprenant le vote du Canada en faveur d'une seule résolution sur l'autodétermination palestinienne. Le [tableau de bord de l'ONU](#) de CJPMO est une ressource interactive qui montre comment les votes du Canada sur ces motions ont évolué de 2000 à aujourd'hui.

À propos de CJPME – Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPME) est une organisation laïque et à but non lucratif regroupant des hommes et des femmes de tous horizons qui souhaitent voir la justice et la paix reprendre racine au Moyen-Orient. Sa mission est d'amener les décideurs à considérer toutes les parties avec équité et de promouvoir le développement équitable et durable de la région.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :
Michael Bueckert, VP CJPMO
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
michael.bueckert@cjpmo.org ou 613-315-7947
[Courriel CJPMO](#) – [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué, 2022

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca